



Colloque international, 20 au 23 avril 2009, Hôtel Bénoué, Garoua (Cameroun)

Savanes africaines en développement : innover pour durer

SYNTHESE DES TRAVAUX

Le colloque international « **Savanes africaines en développement : innover pour durer** » s'est tenu à l'hôtel Bénoué à Garoua (Cameroun) du 20 au 23 avril 2009. Près de 150 participants venus d'Europe, d'Afrique occidentale et d'Afrique centrale ont pris part aux débats qui étaient organisés en sessions plénières, en sessions parallèles, en table ronde et en une visite de terrain.

Les 3 sessions plénières étaient les suivantes :

- Gestion des espaces, des ressources naturelles et de l'environnement
- Aide à la décision pour les exploitations et les systèmes de production
- Organisation des filières et valorisation des produits

Les 5 sessions parallèles concernaient :

- Le foncier
- La gestion des ressources naturelles et les dynamiques spatiales
- La protection des cultures et le contrôle de l'enherbement
- Les conseils aux exploitations agricoles et aux organisations de producteurs, l'accompagnement des processus d'innovation
- L'amélioration des systèmes d'élevage : de la santé au territoire

La table ronde concernait la thématique suivante :

- Les agriculteurs, les communautés rurales (et urbaines) face aux insécurités

Les deux sites visités sont *Laindé Karéwa* et *Mafa Kilda*.

Les principales conclusions sont les suivantes :

Des échanges qui furent riches au cours de ce colloque, il apparaît des progrès dans la qualité et les résultats des recherches effectuées par les équipes d'Afrique centrale depuis le colloque de 2002, et ce, dans le cadre du projet ARDESAC (appui à la recherche régionale pour le développement durable des savanes d'Afrique centrale) financé par la Coopération française. Cela tient à :

- une prise en main effective des travaux par les équipes du Cameroun, de Centrafrique et du Tchad avec l'appui des partenaires scientifiques internationaux,

- aux appuis multiformes réalisés au cours du projet ARDESAC en termes de renforcement des capacités,
- mais aussi à une démarche de décentralisation de l'animation scientifique et de responsabilisation des chercheurs.

Tout n'est pas parfait, des limites apparaissent en termes de ressources humaines qui renvoient à une responsabilité des Etats en termes d'affectation et de recrutement de personnels, en particulier dans des disciplines telle l'économie rurale, etc.

Des résultats d'ARDESAC, certains sont à mettre en forme pour les décideurs, les développeurs, les paysans et leurs organisations. D'autres peuvent servir de base à des nouvelles recherches ou à des approfondissements. Enfin de nouvelles méthodologies ou démarches de recherches complémentaires doivent aussi être initiées.

Des thématiques actuellement « objets de recherche » restent à approfondir

Globalement, la programmation scientifique du projet ARDESAC n'est pas remise en cause. Il est d'ailleurs souligné une grande complémentarité entre les différents axes d'intervention qui se situent à 3 échelles différentes (terroir, exploitation, filière). Mais cette complémentarité doit être renforcée.

Les thématiques à approfondir concernent plus particulièrement :

- Une articulation des démarches filières avec une approche territoriale ;
- Des évaluations économiques et écologiques à approfondir tant pour certaines innovations que pour les stratégies d'adaptation des producteurs face à la crise cotonnière et à la crise alimentaire ;
- La promotion d'une agriculture comparée notamment entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale afin d'éclairer le futur.

Certains résultats de recherche méritent d'être transférés

Sans exhaustivité, ceux-ci ont trait aux thématiques ci-après :

Au niveau des décideurs

- En termes de santé publique : L'utilisation et la commercialisation informelle de médicaments vétérinaires et de certains pesticides.
- En termes d'économie locale et rurale : les risques de l'inaction face à la dégradation des ressources naturelles (eau, fertilité, biodiversité), les connaissances sur les stratégies des producteurs face à la crise cotonnière, les diagnostics des organisations de producteurs et des dispositifs d'appui.
- Sur les questions foncières : Amélioration du processus d'élaboration des textes législatifs en prenant en compte les pratiques locales.
- En termes de paix sociale : Les risques de l'inaction face aux insécurités sur les biens et les personnes.

Au niveau des producteurs et de leur organisation

- Prophylaxie animale (maladie des volailles...)
- Systèmes de couverture végétaux
- Modèle de contrat de jouissance locale des droits fonciers
- Modalités de gestion des biomasses entre agriculteurs et éleveurs
- Conseils de gestion aux exploitations agricoles familiales

De nouvelles démarches méthodologiques restent cependant à initier

*En termes de **changement d'échelle*** : il s'agit en particulier de raisonner la gestion des ressources naturelles à une échelle plus grande (du local au régional, au national puis au supranational).

*En termes de **projection dans l'avenir*** : afin d'anticiper les changements et les conséquences peu souhaitable pour le bien commun, il appartient de promouvoir les démarches de modélisation.

Face au nouveau contexte, des problématiques clefs restent à traiter

*D'abord une **intensification écologique des systèmes de production pour atteindre la sécurité alimentaire.***

Il s'agit d'intensifier les systèmes de production au moindre coût (économique, écologique et social) pour les agriculteurs et les éleveurs, les Etats et le Monde. Les pays du Sud, dans le champ conceptuel de « Bien public Mondial » ont d'ailleurs certainement des possibilités de négociations avec les pays riches du Nord de ce point de vue : que le Nord appuie le financement de cette agriculture intensifiée peu couteuse, que le Nord appuie la maîtrise des marchés locaux et régionaux (en particulier des produits vivriers) sinon les agricultures du Sud se développeront au dépens des forêts, et les migrations humaines vers les pays développés s'accroîtront.

*Mais aussi concernant **les insécurités***

Les insécurités sur les biens et les personnes sont malheureusement d'actualité dans la zone des savanes d'Afrique centrale. Des études sur les conséquences économiques et sociales devraient éclairer les autorités sur ce phénomène. En ce sens, un rapprochement de la recherche agronomique avec les sciences politiques apparaît nécessaire.

*Et sur la **représentation des innovations par les sociétés paysannes***

De nombreuses techniques issues de la recherche existent mais ne sont pas appropriées par certains groupes sociaux qui disposent pourtant des moyens financiers, techniques et matériels pour les mettre en œuvre. Les blocages à la diffusion renvoient ici à des considérations socioculturelles. Cette dimension mériterait d'être approfondie par la recherche afin de proposer des éléments de solutions adaptées.

Et pour terminer, il est prôné un nécessaire rapprochement de la recherche auprès des « politiques » (définition des politiques agricoles, valorisation des résultats de la recherche, soutien à l'agriculture) d'Etats qui ne doivent pas se désengager de l'appui à l'agriculture, ce dont les instances internationales commencent à prendre conscience.